

Capitale emblématique d'un certain art de vivre, Paris devient à partir de la Révolution française une référence politique et culturelle pour de nombreux peuples. De tous les continents, étudiants, intellectuels, artistes, militants et travailleurs y affluent en quête d'une liberté et de moyens de survie qui leur étaient refusés chez eux. Ils sont malgré eux l'objet d'un regard équivoque des Parisiens, fait de nombreux stéréotypes obéissant à des logiques bien précises. Le scientisme en vogue dans la seconde moitié du XIX^e siècle, la recherche d'exotisme des artistes, la fascination et la crainte de l'islam, le discours colonial, la curiosité ambiguë du grand public produisent des clichés, une vision de l'Autre figée pour longtemps, et que relayent la presse puis le cinéma.

Dans l'histoire du Paris arabe, la réalité sociale, économique et politique est indissociable des fantasmes, qui vont de l'enthousiasme au rejet, des poncifs les plus stigmatisants aux tentatives sincères de comprendre. Ce terme « arabe », nous l'avons volontairement choisi pour ce qu'il signifie tout au long de deux siècles de présence. Il renvoie à une réalité : l'origine de ces populations, orientale ou maghrébine, de passage ou installées dans la capitale, à l'exception des migrations turque, arménienne, kurde, juive d'Orient et du Maghreb, pied-noir et perse, mais en incluant les chrétiens d'Orient et les populations berbères... Bien sûr, ce qualificatif renvoie aussi à des stéréotypes, niant la richesse et la diversité des populations, les inscrivant structurellement dans le contexte colonial. Mais, il correspond aussi à une dialectique de l'image, du regard et de l'Histoire. Terme réducteur, certes, mais « concept » qui correspond à un imaginaire à lui seul significatif. De façon explicite, le qualificatif « arabe » est revendiqué par des acteurs de cette histoire, des médias, des institutions culturelles, aussi bien dans le passé que dans le présent¹.

Retour sur une histoire commune

Qui se souvient aujourd'hui que cette présence dans la capitale, depuis le début du XIX^e siècle, est d'une richesse incroyable ? Chaque époque possède pourtant des particularismes forts. Mais aussi des mots et des images qui caractérisent une relation, un regard, une passion. Pour les Parisiens, les termes de « Turcs, Maures, Orientaux, Arabes, Turcos, Nord-Africains, Kabyles, Maronites, Berbères, Français musulmans, Maghrébins, Beurs » se mêlent pour qualifier ces hommes venus à des époques distinctes du Maghreb, du Moyen-Orient ou d'Égypte. De même, on les définit souvent par leur appartenance religieuse : « mahométans, musulmans, chrétiens d'Orient ou islamistes ». Plus tard, avec l'émergence du racisme à leur égard ou à l'occasion d'événements spécifiques, de nouveaux mots font leur apparition : « sidis, chleuhs, melons, bicots, rifains, bougnoules, troncs, ratons, crouilles, salopards, fellaghas, rebeus ou sauvageons »... Cette histoire met en lumière des générations et des destins croisés qui ont fait de la ville une capitale arabe dès le début du XIX^e siècle. Entre accueil et rejet, désir et violence, ce récit montre les liens anciens entre la France et l'Orient et le rôle, toujours paradoxal, qu'elle entend y jouer. C'est à Paris que s'élabore cette fameuse « politique arabe », qui va de Napoléon Bonaparte à Jacques

Chirac en passant par Napoléon III et le général de Gaulle. Paris a été aussi la capitale d'un empire, dont la conquête de l'Algérie en 1830 est l'acte fondateur² et la « guerre sans nom », cent trente ans plus tard, la blessure la plus profonde depuis la Seconde Guerre mondiale.

Malgré les conflits, la fascination pour l'Orient est une constante. Déjà, avec la grande traduction des Mille et Une Nuits par Antoine Galland, en 1704, on voit émerger un attrait pour l'Égypte et le Proche-Orient. Dès les années 1750, bien avant les travaux de Champollion, on s'intéresse aux sources égyptiennes de l'art romain et les temples de la vallée du Nil influencent l'univers esthétique des loges maçonniques comme les décors des cérémonies du culte révolutionnaire. On a oublié que Paris fut la Ville lumière pour des dizaines de milliers d'intellectuels arabes. On parle encore d'immigration « récente » pour les populations du Maghreb, alors que pendant la Première Guerre mondiale, près d'un cinquième des Algériens en âge de travailler ou de se battre sont venus en métropole³. Aucune population n'a connu, à travers le siècle, un tel sort. Dès 1900, les grandes lignes sont fixées. En 1925, des mécanismes de rejet se mettent en place. Au cours des années 30, la xénophobie les stigmatise. Et, lorsque les guerres d'indépendance éclatent, la violence prend le dessus. Puis, à partir de 1975, avec le regroupement familial, les nouvelles générations modifient les équilibres voulus par le gouvernement et les autorités municipales. Surgissent les « Beurs », français de droit, arabes d'origine, qui bouleversent les certitudes d'une société qui a toujours eu beaucoup de mal à penser l'altérité⁴. Au tournant du XXI^e siècle, les événements s'entrechoquent : de la victoire de 1998 de l'équipe de Zinedine Zidane au match France-Algérie, du débat sur l'intégration à l'entrée au gouvernement de ministres d'origine maghrébine, de la consultation des musulmans de France à la crainte des bandes de « sauvageons » venues du « Neuf Trois », de la « montée de l'islamisme » aux guerres du Golfe.

Pour comprendre cette histoire, il nous a fallu retrouver les traces, les documents iconographiques, les récits collectifs et les parcours individuels, les lieux et les événements qui pendant deux siècles ont inscrit cette aventure dans la ville. Des images qui constituent les meilleurs témoignages d'une existence longtemps invisible, inaudible et enfouie⁵. Les représentations structurent notre regard actuel⁶ : ce voyage dans les imaginaires, à la fois sociologique et historique, est aussi un voyage dans notre propre inconscient. Car, regarder l'autre, c'est déjà lui construire une identité — vraie ou fausse —, c'est surtout se définir soi-même par rapport au monde, c'est enfin se mesurer à lui. Ces cinq cents documents, pour la plupart inédits, sur près de dix mille documents retrouvés, constituent un « album de famille ». Pas d'images privées, mais des images diffusées, vues, reproduites, correspondant au regard d'une époque et qui font sens sur près de deux siècles. Nous assumons les manques, les choix, les oublis, car ils correspondent à une approche d'auteurs confrontés à leur propre lecture de l'Histoire. Le Paris arabe est une variante des Paris arabes possibles. C'est la force et, en même temps, la limite d'un tel essai en images.

Débuts d'une passion française...

En l'an III de la République, la Convention ordonne de traduire et d'imprimer en arabe son Adresse au peuple français⁷. L'Imprimerie nationale utilise alors les caractères dessinés par deux maronites du Liban, Gabriel Sionite (El Sahiouni el-Ehdeni) et Jean Hasronite (Youhanna al-Hasrouni), qui avaient enseigné l'arabe à Paris, au Collège royal, au début du XVII^e siècle⁸. Mais c'est l'expédition d'Égypte de Napoléon Bonaparte⁹ qui donne une impulsion décisive à cette singulière et durable passion française pour un pays dont le passé pharaonique n'est jamais complètement séparé du présent musulman et arabe¹⁰. Sous l'Empire, des éléments d'architecture d'inspiration égyptienne se répandent dans la capitale, tels le portique de l'hôtel de Beauharnais, rue de Lille, en 1806, ou, deux ans plus tard, la fontaine du Palmier, place du Châtelet, et celle du Fellah, rue de Sèvres. Le musée Napoléon installé dans le palais du Louvre, comme maints salons privés enrichis du butin de Bonaparte, s'en font l'écho. Et cet engouement survit à la chute de l'Empire, comme en témoignent le succès du parc d'attractions à l'égyptienne ouvert faubourg Poissonnière en 1818 ou l'exposition du zodiaque du plafond de la Mammisi du temple de Denderah, en 1822, qui provoque l'enthousiasme des Parisiens¹¹.

L'année suivante, après avoir admiré la reconstitution du tombeau de Séthi Ier par l'explorateur Belzoni, boulevard des Italiens, on peut se rendre au bain turc de la rue du Temple. Cette vogue, dont l'installation de l'obélisque de Louxor en 1836 constitue le point d'orgue, sera durable. L'intérêt des Parisiens pour l'Égypte répond à celui des Égyptiens pour Paris. Le Napoléon qui débarque à Alexandrie est à la fois général d'une armée de conquête, porteur des idées de la révolution et de progrès – il a emmené dans les soutes de son armada deux imprimeries en arabe –, et chef d'une expédition scientifique. Pour les Égyptiens, le contact est rude et le réveil brutal. Il est temps d'aller voir sur place ce qu'est ce « paradis des infidèles », et de comprendre les secrets de leur puissance. Chez tous les réformateurs et exilés du XIX^e siècle, comme chez les ambassadeurs et chefs d'État qui se succèdent depuis lors dans la capitale, une obsession domine : réussir une synthèse inédite entre progrès techniques et scientifiques, idéaux de la révolution et préservation de l'identité culturelle et religieuse. Peu ou prou, cette tradition se prolonge jusque la veille de la Seconde Guerre mondiale. Chez les étudiants arrivés en 1826 en compagnie de leur imam Rif'at at-Tahtawî, qui assistent à la fin du règne de Charles X et à la révolution de Juillet, on devine une véritable fascination¹². Ils seront suivis notamment par les créateurs de la presse arabophone extrêmement riche qui se développe à Paris sous le second Empire, à l'heure où aucun journal n'existe encore dans de nombreuses régions du monde arabe¹³. Dans une langue renouvelée, en rupture avec le style emphatique habituel, les nombreux titres édités de 1870 à la Grande Guerre (Misr al-Qahira, Al Ittihad, Al-Urwa al-Wutqa, Nahdat al-Arab, Kawkab-ac-Chark...) sont les outils principaux de diffusion des idées révolutionnaires dans le monde arabe.

Une politique arabe ?

À partir de 1830, la conquête et la colonisation de l'Algérie brouillent quelque peu la « lune de miel » entre l'intelligentsia arabe et Paris. Elles ne compromettent pourtant pas les relations avec l'Empire ottoman, qui prend acte de la perte de sa lointaine province et fait de la France un allié en 1854 dans la guerre de Crimée contre la Russie¹⁴. Il s'agit pourtant, pour Napoléon III, comme à l'époque de François I^{er} et Soliman le Magnifique, de s'allier au « croissant » pour affronter une puissance chrétienne. L'armée française, qui avait déjà utilisé pour la conquête de l'Algérie des contingents turcs et kouloughlis, va maintenir cette tradition lors de la guerre de Crimée en recrutant des soldats provenant des garnisons du bey d'Alger et de la tribu kabyle des Zouaouas. C'est de là que vient, à la fois, le surnom de « Turcos » et l'appellation de « zouaves », qui a persisté longtemps. Tout comme les spahis et les tirailleurs algériens, ils s'illustrent en Crimée lors de batailles dont plusieurs lieux de la capitale, comme le pont de l'Alma, le boulevard de Sébastopol et la rue de Malakoff, marquent le souvenir. Parmi les quatre statues du pont de l'Alma, un zouave, un chasseur, un grenadier et un artilleur, c'est le zouave qui devient le repère favori des Parisiens pour jauger les crues de la Seine... Au point que, en 1974, quand les berges seront livrées à la circulation automobile, lui seul sera maintenu sur le pont reconstruit.

L'Afrique du Nord entre lentement dans le quotidien des Parisiens : départ des colons, arrivée en 1848 de quatre députés représentant les nouveaux départements d'Algérie, présence dans l'Exposition universelle de 1855 d'un pavillon algérien... Par la suite, dans le Paris de Napoléon III, certains pensent faire de l'Algérie un « royaume arabe » allié de la France, et d'autres imaginent déjà étendre les conquêtes coloniales. Dans la tête des Parisiens, trotte l'air fameux de l'opérette La Reine Hortense, créée en 1860, « Partant pour la Syrie ! » que reprennent bientôt les soldats envoyés au Liban pour mettre fin aux massacres des chrétiens d'Orient. Il faudra attendre les débuts de la III^e République pour que la politique d'expansion prenne forme. Tout au long de ces années, la présence des Orientaux dans la capitale s'intensifie. Ambassades¹⁵, illustres visiteurs tel Abd el-Kader¹⁶, écrivains, artistes et artisans, étudiants¹⁷, journalistes et directeurs de presse font de Paris une étape incontournable de leur parcours initiatique¹⁸. Mais ce sont surtout les expositions universelles, notamment celles de 1867, 1878, et surtout celle de 1889¹⁹, qui sont l'occasion, pour les Parisiens, de croiser des « milliers de figurants arabes ». ²⁰ Les visiteurs se pressent par millions dans les reconstitutions des différents pavillons et de la fascinante rue du Caire. Plus tard, avec les expositions coloniales de 1906 et 1907, la fascination perdure. Touareg, Maures, danseuses du ventre et autres derviches tourneurs deviennent des attractions majeures dans une ville qui s'affirme alors comme une capitale du monde...

Expositions, expéditions et migrations se succèdent jusqu'à la Grande Guerre. Ce sont des travailleurs immigrés, venus pour la plupart de

Kabylie à partir de 1894, qui percent les premières lignes du métropolitain aux côtés des Italiens et des Belges. D'autres, venus dès 1906 de toute l'Afrique du Nord, travaillent dans les usines d'armement, les entreprises du bâtiment, les compagnies de transports ou les fabriques aux portes de Paris. Certains tiennent échoppe, sont artisans ou marchands ambulants. Dès le début du siècle, l'ouvrier « arabe » fait son entrée dans les statistiques sur les étrangers. Pourtant, ce sont des « sujets de la France ». Entre deux statuts, étranger et indigène, ils sont en permanence dans une situation équivoque. Malgré leurs conditions difficiles, beaucoup préfèrent leur vie dans la capitale à la situation outre-mer. Pour la plupart, l'échappée de l'univers colonial permet de faire subsister la famille – ils envoient au pays la quasi-totalité de leur salaire – mais aussi l'entrée dans une certaine modernité et la possibilité d'une promotion sociale.

Le tournant de la Grande Guerre

La conquête du Maroc marque l'avant-guerre. À partir de 1906, une fraction de l'opinion tend à diverger au sujet de la politique à mener vis-à-vis du monde arabe. Le « parti colonial » l'emporte nettement et réussit à acquérir une assise populaire, mais on trouve aussi des partisans de ce qu'on appelle la « politique musulmane » de la France. Autour d'Alfred Le Chatelier, animateur depuis 1907 de la Revue du monde musulman, de l'ancien gouverneur de l'Algérie Charles Jonnard, du député radical et ministre de la Guerre Adolphe Messimy, ou encore de Charles Gide ou du ministre des Colonies Georges Leygues, un courant « indigénophile » se développe. Sans remettre en cause la colonisation de l'Algérie ni le protectorat sur le Maghreb, ils ont une perspective plus respectueuse de leurs cultures. Jean Jaurès va plus loin en demandant la citoyenneté pour tous les musulmans d'Algérie et en s'opposant à la conquête du Maroc. Et un courant franchement anticolonialiste s'exprime dans l'hebdomadaire La Guerre sociale de Gustave Hervé, où l'ancien député radical Paul Vigné dénonce les « crimes coloniaux de la IIIe République ».²¹ Mais, c'est surtout la création, en juin 1911, de la Commission interministérielle des affaires musulmanes qui marque un changement de stratégie : désormais, c'est l'ensemble du monde arabe qui est concerné. Jusqu'en 1937, cette Commission inspire non sans tensions la politique arabo-musulmane de la République. Pour autant, la France refuse d'écouter d'une oreille favorable les demandes de réformes proposées par le manifeste Jeune-Algérien ou par les Jeunes-Tunisiens à la veille de la Grande Guerre.

Dans le même temps, l'immigration maghrébine devient plus visible à Paris, surtout après le déclenchement du conflit. En dix ans, près d'un demi-million d'hommes viennent du Maghreb et, pour la plupart, découvrent la capitale. En 1918, on compte près de vingt-huit régiments de tirailleurs et spahis algériens, tunisiens, et plusieurs unités de goumiers et spahis marocains. Tandis qu'on a fait appel depuis 1913, officiellement ou non, pour les usines et différents secteurs économiques comme les travaux publics, à près de cent soixante mille Algériens, soixante-quinze mille Marocains et quinze mille Tunisiens²². Ces travailleurs viennent en

métropole sous trois statuts : à titre public (dépendant de l'État, avec cent francs de prime à l'embauche, voyage et soins pris en charge), à titre de travailleur « libre » (avec un meilleur salaire) et en tant qu'immigré illégal (depuis la liberté de circulation entre l'Algérie et la France)²³. Les services de la main-d'œuvre indigène se structurent progressivement, aussi bien à Paris que dans les colonies, en relation avec le Service d'organisation et de surveillance des travailleurs coloniaux en France, créé le 14 septembre 1916. Beaucoup de ces travailleurs se plaignent alors des conditions de vie, du comportement des contremaîtres et du non-respect des contrats de travail. Mais, surtout, la mauvaise qualité du service de courrier coordonné depuis le 282 boulevard Saint-Germain revient comme un leitmotiv. De nombreux travailleurs à titre public comprennent vite l'intérêt de rompre les contrats et reviennent en travailleurs libres, mieux rémunérés, même si le risque d'expulsion en cas de chômage est alors leur lot quotidien.

Tout au long du conflit, la politique musulmane de la France acquiert une dimension sans précédent. La République tente de répondre à la propagande germano-turque destinée aux musulmans français, notamment une brochure sur L'Islam dans l'armée française rédigée par un déserteur d'origine algérienne, qui deviendra « conseiller » de Mustapha Kemal. Elle s'appuie sur les élites religieuses (le pèlerinage à La Mecque est favorisé par la loi du 17 juillet 1914 supprimant l'autorisation administrative), crée un bureau de presse et de propagande, installé rue François-Ier, et des journaux (comme *Al Mustaqbal*) sous la tutelle de la Commission interministérielle des affaires musulmanes. Sur les Nord-Africains mobilisés pour l'effort de guerre, on pose alors un regard positif. En juin 1917, « La journée de l'armée d'Afrique et des troupes coloniales » du Comité du secours algérien rencontre un réel écho populaire et, en 1918, plusieurs affiches illustrées d'un cavalier arabe au galop célèbrent leur contribution à la victoire.

Pourtant, les premières critiques émergent. Des rapports les présentent comme « souteneurs » (mai 1916), insistent sur « la surveillance assez sérieuse pour éviter qu'ils ne se laissent aller à contracter des habitudes d'intempérance » (le résident général à Tunis, 1916), soulignant « leur éducation rudimentaire et leur absence d'hygiène » (Georges Bèze, 1916). D'autres, tel Augustin Bernard, dénoncent en ces « mauvais sujets » de véritables « repris de justice ». Devant ces critiques et à la suite d'incidents entre travailleurs coloniaux et métropolitains, mais aussi devant la hantise des mariages mixtes, le gouvernement stoppe cette immigration en novembre 1918. Malgré ce contexte, Paris reprend, un bref moment, ses rêves de politique arabe. Dans le prolongement du Premier Congrès arabe, qui rassemblait en 1913 des représentants des provinces arabes de l'Empire ottoman déçus par les Jeunes-Turcs, la Conférence de la paix accueille en 1919 les représentants des populations désormais affranchies du sultan. Parmi eux, des prélats maronites venus obtenir la création d'un Grand-Liban, ainsi que l'émir Fayçal, accompagné de Lawrence d'Arabie. Ces rêves d'une politique arabo-musulmane s'enlisent vite dans le marais des rivalités coloniales. C'est alors au

président américain Wilson que l'émir Khaled écrit pour demander une représentation des Algériens musulmans à la Conférence de Paris. Ce qui ne change rien. La France s'installe au Liban et en Syrie en vertu des mandats que lui confie la SDN. Dès juillet 1925, le soulèvement du djebel druze est férocement réprimé par le cartel des gauches. En même temps, le gouvernement essaie de combattre la propagande du Comité syro-palestinien de Chakib Arslan et sa revue La Nation arabe basée à Genève qui regroupe les différents courants du panarabisme et dont l'action commence à avoir une résonance certaine en Afrique du Nord. En quelques années, les rêves d'une politique arabe s'effondrent devant les enjeux d'un empire colonial alors à son apogée.

1925 : une nouvelle politique d'immigration

Les années 20 sont assurément un tournant dans l'histoire du Paris arabe. C'est le début d'une immigration régulière de travail. On compte à Paris et dans ses environs plus d'une centaine de milliers de travailleurs originaires du Maghreb, pour l'essentiel d'Algérie²⁴. Les va-et-vient annuels sont réguliers et les flux importants, car le patronat réclame de nouvelles recrues. Un discours franchement raciste se diffuse dans la presse d'extrême droite²⁵. Dans L'Action française, Georges Savoie dénonce cette présence « massive dans la capitale... sujet perpétuel de soucis et de difficultés » et décrit le Nord-Africain comme « un assisté... vivant chez nous comme chez lui ». Le terme de « sidi » apparaît pour la première fois dans la presse parisienne, lors d'enquêtes sur les « bas-fonds de Paris ». Dans L'Œuvre, Georges de La Fouchardière écrit en 1925 : « Aujourd'hui, qui surine les passants aux confins de la Villette et qui pique jusqu'au foie la même feignasse au boulot ? C'est Ahmed ben Mohamed, importé à grands frais du désert africain ».²⁶

En même temps, la campagne du Rif, au Maroc, menée conjointement par les Français et les Espagnols, et qui s'achève par la reddition d'Abd el-Krim le 27 mai 1926, est l'occasion d'une bipolarisation forte de l'opinion. Domine une représentation extrêmement péjorative des Rifains, comme en témoignent les affiches de Galland et les paroles de chansons populaires à la gloire de la Légion. Mais, à contre-courant, le Parti communiste, avec l'appui de la CGTU, tente de développer la solidarité avec Abd el-Krim et fait chanter « Le Maroc aux Marocains ! ».²⁷ Dans un autre registre, l'histoire d'Abdelkader Hadj Ali, qui tient une quincaillerie dans le quartier des Halles et qui devient en 1923 à la suite de Hô Chi Minh président de l'Union inter-coloniale, montre que l'opinion est divisée. Candidat pour le PCF aux élections législatives à Paris l'année suivante, il manque d'être élu à une vingtaine de voix près et d'être le premier député d'origine maghrébine en métropole. Très vite, le parti soutient l'émergence des premières organisations nationalistes nord-africaines, notamment l'Étoile nord-africaine, fondée par Messali Hadj²⁸. Ce mouvement fait suite à une première tentative de l'émir Khaled de mettre en place une organisation politique, la Fraternité franco-algérienne, dont l'un des principaux thèmes est « la liberté absolue pour les ouvriers indigènes de se rendre en France ».²⁹ C'est bien à Paris que l'activité

nationaliste du Maghreb prend un essor important, à la fois sous surveillance et beaucoup plus libre qu'outre-Méditerranée. C'est à cette époque qu'est construite, sur un terrain cédé par la Ville de Paris, dans le Ve arrondissement, mais financée par l'intermédiaire des budgets issus des colonies et par une souscription en pays d'islam, la Grande Mosquée. Elle est inaugurée en 1926, par les plus hautes autorités de l'État qui font l'éloge de l'islam³⁰. Mais cette institution est en même temps un outil de contrôle. Dès lors, à l'ombre du minaret, les immigrés musulmans sont placés sous un quadruple contrôle : de la municipalité, de la préfecture de police, des autorités religieuses musulmanes et de la presse populaire.

Institutionnaliser l'exclusion

C'est en 1926 que sont prises de nouvelles mesures pour la limitation de l'immigration nord-africaine. Si les instructions de 1924 visant à la restreindre sont annulées par le Conseil d'État, le 15 juin 1926, au motif d'excès de pouvoir et d'atteinte à la liberté individuelle des indigènes algériens, ce n'est que partie remise. Au grand soulagement des colons inquiets de la fuite de la main-d'œuvre, un nouveau décret est pris le 4 août 1926. L'alternance, entre des mesures d'arrêt total de l'immigration nord-africaine et des politiques de simple restriction, va s'inscrire dans la tradition républicaine. La municipalité crée son propre organisme de surveillance à partir de 1925, financé par une taxe additionnelle sur les patentes : le Service des affaires indigènes nord-africaines de la rue Lecomte. Durant des décennies, celui-ci maintient un régime d'exception dans la capitale. Il n'est pas un « moment de vie » des Nord-Africains qui échappe aux fonctionnaires municipaux : hôpital et cimetière franco-musulman de Bobigny ; contrôle des foyers, dispensaires, cafés-hôtels ; relations avec la Grande Mosquée et avec la Brigade nord-africaine créée par le préfet Chiappe (qui s'installe rue Lecomte en 1938) ; mise en place de la Régie des foyers ouvriers nord-africains en 1936 ; délégations pour les naturalisations... Pour limiter leur rapprochement avec les nationalistes, de nombreuses associations communautaires sont infiltrées : le Foyer intellectuel nord-africain, l'Association des étudiants musulmans d'Afrique du Nord, l'Association des étudiants algériens de France, le Cercle intellectuel de la Méditerranée, l'Association des étudiants nord-africains de Marcel Vigo, le Cercle nord-africain, l'Amicale franco-musulmane dirigée par Mohammed ben Saïd...

L'Arabe est alors perçu par les autorités comme un individu à surveiller, surtout pas à intégrer. Le gouvernement n'a de cesse de refuser les autorisations de résidence permanente pour les Maghrébins, même lorsqu'ils peuvent présenter un contrat de travail, un acte de mariage ou la preuve de l'achat d'un petit commerce ou d'une licence. Mais les autorités ont de plus en plus de mal à suivre leurs déplacements, qu'ils ne sont pas astreints à déclarer. Les Tunisiens, les Marocains (depuis le 6 juin 1922, puis avec la carte de « protégés français » à partir de 1935) et les Algériens (depuis août 1926) sont obligés de posséder sur eux une pièce d'identité avec photographie. De même, pour venir en France, ils doivent avoir fait leur service militaire (ou être exemptés), avoir un casier vierge,

un certificat médical, et être détenteurs d'un pécule variable de cent à mille francs selon les époques. S'ils sont nécessaires au monde du travail, on veut les exclure de toute vie sociale. C'est l'installation en plein Paris d'un régime colonial³¹.

Le rendez-vous manqué de l'entre-deux-guerres

À partir de ce moment, les contradictions deviennent vite insurmontables entre une politique étrangère ambitieuse en direction du monde arabe et la réalité faite d'inégalités croissantes en Afrique du Nord comme en métropole. La commémoration du Centenaire de l'Algérie, en 1930, et l'Exposition coloniale internationale, l'année suivante, témoignent de ce tournant. Les efforts du PCF, de la CGTU et des anarchistes pour condamner « cent ans de domination française en Algérie » ne rencontrent pas de grand écho³². À l'inverse, avec ses trente-trois millions de visiteurs, l'Exposition coloniale de 1931 offre une spectaculaire reconstitution dans les pavillons d'Algérie, de Tunisie et du Maroc, ainsi que dans celui de la Syrie et du Liban³³. À travers ces constructions de carton-pâte débordant de clichés exotiques et de stéréotypes coloniaux, les Parisiens découvrent néanmoins des éléments de la civilisation arabo-musulmane qui semblent perpétuer le rêve d'Orient dans la capitale. Malgré le contexte de gloriole coloniale, des sportifs et artistes³⁴ venus du monde arabe deviennent des vedettes reconnues. Ainsi, l'une des personnalités de la boxe des années 30, Marcel Thill, que Jean Cocteau évoque à travers le personnage de Passe-partout dans son Tour du monde en quatre-vingts jours, s'appelle en réalité Mustapha Khelilou Ben Abdelkader. Larbi Ben Barek, né à Casablanca en 1917, joue en équipe nationale de 1938 à 1954, et Ben Bouali remporte au stade de Colombes en 1938 la Coupe de France ; et avant Abdelkader Zaaf, Abdelkader Abbès est le premier Algérien à s'élancer en juillet 1936 sur la route du Tour de France. Mais, celui qui les a précédés dans le cœur du public, bien avant Mimoun³⁵, reste l'Algérien Ahmed Bougherra el-Ouafi. Arrivé en métropole au lendemain du conflit comme ouvrier chez Renault, il devient champion de France du marathon en 1924. Quatre ans plus tard, aux Jeux olympiques d'Amsterdam, il est le seul médaillé d'or français en athlétisme.

Un phénomène de vedettariat comparable se manifeste dans le monde des arts³⁶. Bien avant Djamel Debbouze ou les musiciens de raï, des comédiens et musiciens rencontrent le succès sur scène ou au cinéma. Parmi eux, l'acteur Rachid Ksentini, qui joue aux côtés d'Harry Baur en 1937 dans *Sarati le Terrible*, ou le compositeur Mohammed Iguerbouchen, qui réalise la bande musicale de *Pépé le Moko*³⁷. De son côté, le chanteur Reda Caire, qui fait carrière à Paris dans les années 30, est né en Égypte en 1908 et s'appelle de son vrai nom Joseph Ghandour. Découvert par Saint-John Perse, le Libanais Georges Schéhadé publie en 1936 ses premières Poésies alors que le Kabyle catholique Jean Amrouche entame avec ses *Lettres à l'absent* (1937) une longue carrière d'écrivain et de journaliste³⁸. Dans le monde politique, à droite comme à gauche, certains ont des destins remarquables, à l'image de Ben Thami, militant

nationaliste algérien, qui rejoint le Parti populaire français de Jacques Doriot et en devient, à la fin des années 30, l'un des principaux responsables. À l'opposé, le parcours du Kabyle Mohamed Saïl est exceptionnel. Déserteur lors de la Grande Guerre, militant de l'Union anarchiste, fondateur en 1923, alors qu'il vit à Aulnay-sous-Bois, du Comité de défense des indigènes algériens, il s'engage dans la guerre d'Espagne en septembre 1936 dans le groupe international de la colonne Durruti. Reste que la grande masse de migrants n'a pas un tel destin ; elle vit dans des conditions difficiles et sa présence dans la ville demeure quasi invisible aux yeux des Parisiens³⁹.

Au milieu des années 30, les nationalistes nord-africains, très présents dans l'immigration, attendent beaucoup du Front populaire⁴⁰. Le Congrès musulman se réunit pour la première fois le 7 juin 1936 et rassemble les élus, les oulémas, les communistes et les indépendantistes de l'Étoile nord-africaine. Mais quand une délégation est reçue, le 23 juillet, par le gouvernement, elle est éconduite à la déception générale. Au début de 1937, l'ÉNA, pourtant membre du Rassemblement populaire, est interdite. Le silence du gouvernement Blum face aux ultimes appels d'un second Congrès, auquel ne participent pourtant que les partisans de l'assimilation, confirme l'impasse. Le choc est immense chez ceux qui avaient cru à la parole du Front populaire. L'idée d'assimilation ne s'en relève pas. Ceux qui l'avaient défendu, tel Ferhat Abbas⁴¹, cherchent ailleurs les voies de l'émancipation, tandis que le courant indépendantiste, incarné par l'Algérien Messali Hadj, les Marocains el-Ouazzani et Balafrej et le Tunisien Habib Bourguiba, connaît une progression rapide⁴². Au cours de ces années, Paris est sans aucun doute l'une des capitales du nationalisme arabe. Certains, comme le recteur de la Grande Mosquée, s'en alarment. Si Kaddour Ben Ghabrit dénonce l'alliance au sein de l'immigration des nationalistes et des communistes dans de nombreux journaux, et décrie l'influence néfaste des nationalistes venus de Syrie, d'Égypte ou d'Irak sur les étudiants nord-africains de la capitale, estimés à cinq ou six cents à la fin des années 30. La France, ne pouvant lutter sur tous les fronts, décide de lâcher du lest en Orient. Elle reprend les négociations avec la délégation syrienne et le gouvernement libanais en septembre 1936, qui aboutiront à un accord. Celui-ci ne sera jamais ratifié par l'Assemblée nationale, mais constituera les bases des indépendances à venir. À la veille de la guerre, la xénophobie s'accroît. L'étude de Georges Mauco sur les « indésirables », publiée en 1932, est représentative d'un courant de « spécialistes » qui insiste sur les dangers de l'immigration nord-africaine⁴³. En 1938, est mise en place une section spéciale chargée du recensement des Nord-Africains, directement rattachée au bureau central de recrutement de la Seine et en liaison avec les autorités coloniales du Maghreb. Les institutions municipales et la préfecture estiment à soixante-dix mille le nombre de Nord-Africains installés dans la capitale. Elles ne parviendront jamais à réduire ce chiffre de manière significative.

Contrôler l'immigration, malgré la guerre et les indépendances...

Pourtant, ceux que l'on rejette de la capitale vont être parmi les premiers mobilisés⁴⁴. Ils seront environ cent mille sous les drapeaux en métropole en 1940. Pour eux aussi, le choc de la défaite est terrible, plus de quatre-vingt mille soldats sont prisonniers. Avec plus de cinq mille morts, ils payent un lourd tribut à ce conflit éphémère. Sans oublier les blessés et les disparus. C'est une autre histoire qui commence sous la botte allemande. Certains voient dans l'Allemagne un allié dans leur lutte anticoloniale, d'autres un ennemi à combattre à tout prix. Révélateurs, de ce point de vue, sont les itinéraires opposés de Mohamed el-Maadi (appelé « SS Mohamed »), qui fonde en 1941 le Comité nord-africain et le journal collaborationniste Er Rachid, et des messalistes dont certains, tel Mohand Cherif Sahli et son journal clandestin El Hayat (La Vie), participent à la Résistance. Cette page sombre de l'histoire du Paris arabe marque aussi la fin d'une certaine relation à la France. Alors que les Maghrébins musulmans représentent une grande partie des forces françaises combattantes de 1943 à 1945 avec un peu plus de deux cent mille hommes, et près de trois cent mille sur les différents théâtres d'opérations depuis fin 1940, leur effort sera peu reconnu.

Dès l'immédiat après-guerre, l'immigration reprend fortement. Entre 1947 et 1954, le nombre d'immigrés du Maghreb dépasse le million. Très vite, les indépendances se succèdent, de l'Indochine au Maroc et à la Tunisie. L'expédition de Suez porte un coup sévère au prestige de la France dans le monde arabe, ainsi que le conflit algérien qui va très vite s'exporter dans la capitale. Situation paradoxale, c'est pendant ces crises que Paris connaît sa plus forte décennie d'immigration : près d'un million de Maghrébins arrivent en métropole pour des périodes courtes, de deux à trois ans. C'est aussi l'émergence des bidonvilles à la périphérie de la capitale⁴⁵. Des services de la rue Lecomte à la répression de la manifestation du FLN du 17 octobre 1961⁴⁶, en passant par la Brigade de surveillance des Nord-Africains et la Force auxiliaire de Maurice Papon des années 1958-1962 (les « harkis de la Préfecture »⁴⁷), les autorités font preuve d'une volonté permanente de surveillance et de répression⁴⁸. Le 17 octobre 1961 marque assurément un événement paroxysmique⁴⁹. Il provoque, quelques jours plus tard, ces propos graves du député Eugène Claudius-Petit : « Faudra-t-il donc voir prochainement, car c'est la pente fatale, la honte du croissant jaune après avoir connu celle de l'étoile jaune ?... Nous vivons ce que nous n'avons pas compris que les Allemands vivaient quand Hitler s'est installé ». Mais la répression brutale avait commencé avant la guerre, avec les six morts du 14 juillet 1953, place de la Nation, et s'est poursuivie jusqu'aux accords d'Évian en 1962. Cette période est sans conteste l'une des plus sombres dans l'histoire de Paris. Pourtant, en dépit de la répression, des préjugés et de la multiplication des organismes de surveillance, Paris reste pour nombre de Maghrébins, notamment les étudiants⁵⁰, une capitale culturelle. Même dans les pires moments, les musiciens et les romanciers de l'immigration en témoignent. À la suite des pionniers Aïssa Djermouni, Bachetarzi et Slimane Azem⁵¹, déjà à Paris durant l'entre-deux-guerres, des dizaines d'artistes font de la ville après 1945 une capitale de la musique maghrébine et la matrice de

sa modernisation. C'est là qu'ils se frottent à d'autres traditions, des sonorités et des modes parisiennes ou venues d'ailleurs⁵². Y compris en pleine guerre d'Algérie. Durant cette période, apparaissent les livres de la première génération de romanciers maghrébins « d'expression française » : Mouloud Ferraoun (*Le Fils du pauvre*, 1952), Mohamed Dib (*La Grande Maison*, 1952), Driss Chraïbi (*Le Passé simple*, 1954), Kateb Yacine (*Nedjma*, 1956)⁵³...

Cette tradition perdure au lendemain du conflit : durant des décennies, Paris est un espace de rencontres et d'échanges pour nombre d'intellectuels, d'opposants politiques ou d'artistes du monde arabe dont plusieurs grands cinéastes. Pour ces derniers, la capitale est « un point d'ancrage en Europe auprès de médias-locomotives et auprès d'une immigration qui — à cause de la guerre civile libanaise — n'était plus circonscrite aux seuls travailleurs immigrés maghrébins » (Khémâis Khayati). Comme l'écrit le poète Abdul Kader el-Janabi, « nous venions, à Paris, attirés par le murmure des idées libératrices. Nous voulions remplir nos besaces de tous les projets révolutionnaires capables de changer nos sociétés ». C'est de Paris que les ennemis d'hier, devenus dissidents ou opposants des régimes en place, s'expriment⁵⁴. Cette ville de « tous les espoirs et de toutes les déceptions » est aussi, à la différence de Londres, une cité où les différentes communautés vivent beaucoup moins repliées sur elles-mêmes.

À la suite d'accords avec les États du Maghreb, l'immigration connaît ensuite des flux importants, dépassant les cent mille entrées annuelles⁵⁵. Immigration de travail, toujours, masculine pour l'essentiel. De l'indigène à l'immigré, on reproduit les modèles d'hier. Mais trois phénomènes viennent bouleverser cette situation : les premières grèves dans les usines, l'accentuation de la violence anti-immigrée et, surtout, l'arrêt de toute immigration de travail en 1974. Situation nouvelle, les parents, comme leurs enfants nés en France, ne souhaitent plus « repartir au pays ». Arabes, Parisiens et Français à la fois, ils vont entrer de plain-pied dans la vie politique et sociale des années 80 ; des années marquées aussi, à l'opposé, par l'émergence du Front national. Si les populations d'origine algérienne dominent toujours, le nombre des Marocains⁵⁶ et des Tunisiens décuple dans la capitale. Ce contexte nouveau se superpose au choc pétrolier de 1973 et à l'arrivée en masse de Libanais fuyant la guerre civile. Par dizaines de milliers, ils rejoignent les opposants politiques du monde arabe, les réfugiés palestiniens et les riches « rois du pétrole » qui font de Paris une villégiature dorée.

Nouvelles générations

De nouveaux cabarets et restaurants orientaux ouvrent leurs portes, faisant suite à La Koutoubia, à La Casbah, au Tam-Tam, au El Djazaïr, à L'Oasis Tunisienne, à l'Abou Daoud sur la Seine ou au restaurant Les Nuits du Liban. Une presse arabe se développe dans la capitale (*Kull al-Arab*, *Al Fursân*, *Al Yom al-Sâbi*, *Al Watan al-Arabi*, *Al Mustaqbal*...). Des intellectuels de renom s'y installent, même si cette « effervescence intellectuelle n'a pas débouché sur un foyer créatif et florissant comme il y

en eut justement au début de ce siècle, quand les intellectuels arabes venaient chercher à Paris un havre de liberté ». ⁵⁷ Constat sévère, qui fait l'impasse sur les travaux de centaines d'universitaires maghrébins des universités parisiennes, et de succès bien réels comme le prix Goncourt en 1987 pour *La Nuit sacrée* de Tahar Ben Jelloun, la première place au Top 50 pour Khaled avec Didi ou la présence dans des films à succès comme *Taxi 2* ou *Ni pour, ni contre* de vedettes d'origine maghrébine... Cette normalisation (« banalisation » ou « trahison » diront certains) n'en reste pas moins le révélateur d'un brassage des cultures réussi. Vingt ans après la fin de la guerre d'Algérie, quand la première « Marche pour l'égalité » arrive à Paris en décembre 1983⁵⁸, il s'agit pour les jeunes issus de l'immigration de demander la fin des discriminations à leur égard et une pleine intégration⁵⁹ dans la société française⁶⁰. Pour les Parisiens de toutes origines qui les accueillent, cette « traversée de Paris » est une véritable « entrée en France ». ⁶¹ Des intellectuels tels Jacques Berque ou Michel Serres affirment la fatalité du métissage et l'urgence de l'accompagner. Mais le sens de ce mouvement civique est-il véritablement perçu ? On peut en douter. Reçus à l'Élysée, les marcheurs ressortent avec une seule mesure : l'instauration de la carte de résident de dix ans... pour leurs parents.

Tout au long des années 80, on assiste à une relation paradoxale. D'un côté une élite plus visible que jamais et, de l'autre, un débat sur l'intégration de la « deuxième génération » qui semble dans l'impasse. Insécurité, politisation de la question de l'immigration, crise dans les banlieues⁶², débats sur le code de la nationalité⁶³ et croissance du chômage sont associés à cette présence. S'y ajoutent le fait musulman et l'ombre de l'histoire coloniale⁶⁴. L'islam est stigmatisé comme incompatible avec la République⁶⁵ ; l'identité arabe est associée à moult clichés séculaires ; le décolonisé rappelle de façon incessante l'humiliation de la France. Avec les années 90, ce qui semblait un phénomène éphémère, propre à chaque génération de migrants, perdure et se renforce. D'un côté le « sauvageon », cliché du « petit beur de banlieue », fait peur, et, de l'autre, une génération d'artistes, de sportifs et d'intellectuels qui s'imposent comme des stars véritablement françaises⁶⁶. C'est aussi, pour beaucoup, le temps où la France abandonne cette politique arabe qui était un marqueur fort dans les relations internationales. De fait, avec la première guerre du Golfe, en 1991, le gouvernement s'engage aux côtés des Américains. Cette « fameuse politique arabo-musulmane », déclare Roland Dumas au journal *Le Monde* le 12 mars 1991, n'a été jusqu'alors qu'une « succession d'illusions », oubliant un peu vite les leçons de l'Histoire⁶⁷. La presse déborde d'amalgames sur l'immigration et l'islamisme, eux-mêmes enchevêtrés aux souvenirs obsédants de la guerre d'Algérie et des vagues d'attentats qui se succèdent dans la capitale. « Plus que jamais, le mythe se superpose à la réalité et notre image est plus importante que nous-mêmes », résume en 1988 Hamadi Essid, représentant de la Ligue arabe à Paris. À défaut d'être optimiste, c'est une vision pertinente, assurément, de la présence arabe dans la ville depuis près de deux siècles.

Il faut attendre les dernières années du XX^e siècle pour que des chansons interprétées en arabe passent sur les grandes radios et séduisent un public dépassant très largement l'immigration et ses enfants⁶⁸. Avec les années 80, nombre d'artistes⁶⁹ et de romanciers⁷⁰ s'imposent et deviennent des références à part entière de la « culture française ». En 1986, le groupe de rock de Rachid Taha, Carte de séjour, reprend Douce France de Charles Trenet, avec un accompagnement aux accents de musique orientale, qui le propulse pendant plusieurs semaines en tête du Top 50. Le chanteur Khaled, arrivé à Paris la même année, devient, dans les années 90, une vedette internationale et, pour 52 % des Français sondés en 1997, le plus populaire représentant de la culture arabe en France « passée et présente »⁷¹, loin devant Arafat, Ben Jelloun, Smaïn, Nagui, Chahine ou Cheb Mami. En 2002, Jane Birkin sort l'album Arabesques en hommage à la fusion musicale des cultures. Entre le premier film traitant de l'immigration maghrébine Le Thé au harem d'Archimède qui rencontre un véritable succès en salle et, en 2002, le rôle principal du film à succès Astérix et Obélix : Mission Cléopâtre attribué à Djamel Debbouze, déjà emblème international de la France, l'année précédente, avec le film Amélie Poulain, le chemin parcouru est immense. Cette génération est sans conteste celle de la fin de la marginalisation des cultures arabes.

Ces années 1983 à 2003 semblent être les plus porteuses de contradictions. Pourtant, depuis deux siècles, celles-ci n'ont pas manqué. La première époque (1830-1878) a débuté avec la violence de la conquête de l'Algérie qui brise le rêve d'Orient de la France révolutionnaire et s'est achevée dans les reconstitutions de carton-pâte de l'Exposition universelle. La génération suivante (1879-1912) était celle des conquêtes de la III^e République et des souhaits des réformistes d'une autre politique. La troisième génération (1913-1926) est celle des paradoxes absolus, honneurs, combats en commun, construction de la Grande Mosquée et mise en place d'un système de surveillance sans précédent en France.

Le « temps des sidis » (1927-1953) est le temps des désillusions, des rêves brisés, des engagements politiques, des premiers crimes racistes, des premiers mariages mixtes aussi, des installations d'immigrés par dizaines de milliers et des premières expulsions de masse. La décennie suivante, avec la guerre d'Algérie (1954-1962), est celle du conflit colonial qui s'installe dans la ville et, en même temps, l'entrée en métropole de près d'un million de Maghrébins qui constituent le noyau structurel de la génération qui va s'installer. L'époque des après-indépendances (1963-1982) est sans conteste celle de l'invisibilité et celle qui donne naissance au « phénomène beur » et revendique l'égalité des droits. Les années 2001-2003 annoncent-elles un bouleversement majeur ?

Une histoire à venir...

On cherche aujourd'hui le Paris arabe. N'est-il pas hors de la cité, plus vivant et bruyant dans les banlieues que dans la capitale ? Les événements s'enchaînent. Comme le lancement en avril 2003 de la chaîne Beur TV qui sort « des entrailles de la société française », déclare au

Monde son président Nacer Kettane. Les spectacles de danseuses orientales connaissent un succès sans précédent⁷² et se comptent par dizaines dans Paris, attirant un vaste public. Dans la vie publique, culturelle et médiatique, capitaines d'équipes de France, stars de cinéma, ministres ou responsables associatifs d'origine maghrébine (Tokia Saïfi, Hamlaoui Mékachéra, Malek Boutih ou Mouloud Aounit), musiciens ou comiques sont omniprésents dans notre quotidien. Après la génération du roman beur (Hocine Touabi, Mehdi Charef ou Azouz Begag), Leïla Sebbar, Ahmed Kalouaz, Ramdane Issaad, Tassadit Imache ou Paul Smail s'imposent comme des écrivains français à part entière. Avec l'Année de l'Algérie (à la suite de celles du Maroc, de la Tunisie ou de l'Égypte), dont l'épicentre est Paris, les spectacles et manifestations se multiplient.

En même temps, la France qui s'engage sur la scène internationale dans une politique arabe clairement affirmée, notamment à l'occasion de l'intervention américano-britannique en Irak, n'est-elle pas en train de renouer – de se marginaliser affirment certains – avec cette longue tradition, qui depuis l'expédition d'Égypte fait sa différence ? Les manifestations, voyages officiels ou marches se succèdent dans la capitale, contre la guerre en Irak, pour le droit des femmes dans les banlieues (ni putes, ni soumises) ou contre les commémorations de l'Année de l'Algérie en France. De même, l'islam de France, avec la consultation organisée par Nicolas Sarkozy, dans des conditions que beaucoup jugent peu démocratiques, est peut-être la dernière étape d'un processus d'intégration qui aurait pris deux siècles. Allons-nous vers un regard pacifié, plus normalisé, sur un Paris intra-muros où chacun aurait sa place ? Ou l'Autre est-il, à l'inverse, rejeté dans les banlieues, hors la ville ? Depuis les événements du Stade de France et l'inquiétude persistante d'une grande partie de la presse, accentuée par le discours du Front national, sur cet « ennemi de l'intérieur » qui serait prêt à s'enflammer à chaque soubresaut du Proche-Orient, on peut affirmer que les clichés d'hier sont loin d'avoir totalement disparu. Il n'y a aujourd'hui aucun élu d'origine maghrébine à l'Assemblée nationale, au Sénat ou à la tête d'une des vingt mairies parisiennes... Plus aucune émission télévisée destinée aux Maghrébins, comme dans les décennies précédentes du temps de Mosaiques, Rencontres, Racines, Relais ou Saga-Cités. De plus, la « guerre des mémoires » est vivace. À quelques semaines d'intervalle, on a vu le président de la République rendre hommage le 25 septembre 2001 aux « Algériens musulmans ayant combattu aux côtés de la France » et le maire de Paris inaugurer le 17 octobre une plaque en « hommage aux Algériens » tués le 17 octobre 1961 à Paris ; le 1^{er} mai 2003, il apposait une seconde plaque à la mémoire de Brahim Bouarram, six mois après l'inauguration du mémorial aux « Français morts pour la France en Afrique du Nord » inauguré par le président de la République.

Entre enracinement, reconnaissance et craintes, le Paris arabe n'est toujours pas apaisé et l'ambiguïté et les paradoxes perdurent. Et, si personne n' imagine une sécession définitive, certains parlent d'une réelle fracture au sein de la société. Dans Paris même, dans les banlieues de la relégation, et même au-delà des frontières, cette histoire se prolonge. Des

quotidiens francophones paraissent encore à Rabat, Alger ou Beyrouth ; de nouveaux romanciers écrivent, un demi-siècle après les indépendances, dans cette langue, nourrissant à nouveau rêves et chimères. Le couscous est, en France, un plat national, et le raï une musique tricolore. Paris reste La Mecque des artistes du monde arabe et la culture française est emplie de ses accents orientaux qui font aujourd'hui sa force et son originalité.

La ville lumière garde ainsi la force d'attraction qui a fait d'elle depuis des siècles un espace refuge. Mais Paris est aussi la capitale d'un État au passé colonial qui a montré au fil des décennies une incroyable persistance à contenir l'entrée des Arabes dans la cité. Ce qu'il est convenu d'appeler l'intégration semble rester pour ces immigrés un exercice quasi-impossible, un éternel recommencement. Malgré l'énergie déployée, génération après génération, il leur faut affronter chaque fois la suspicion et le rejet, l'exclusion insidieuse et le contrôle tatillon. D'autant qu'aujourd'hui nous assistons à des replis identitaires de toute nature qui ne favorisent pas le processus d'intégration. Alors qu'en France des régions entières sont travaillées par des peurs et semblent mettre en place une ségrégation tacite, la capitale saura-t-elle défendre sa tradition d'accueil ? Le Paris arabe est aussi menacé de connaître à nouveau des périodes bien sombres.

1. « De la culture arabe en France », *Qantara, revue de l'Institut du monde arabe*, n° 26, hiver 1997-1998 ; « L'Immigration arabe en France », exposition de l'IMA, mai 2002, sous la direction de Mohamed Métalsi ; « Écrivains arabes d'aujourd'hui », *Magazine littéraire*, mars 1988.

2. Jacques Marseille (sous la dir.), *France et Algérie, journal d'une passion*, Larousse, 2002.

3. Benjamin Stora, *Ils venaient d'Algérie, l'immigration algérienne en France, 1912-1992*, Fayard, 1992.

4. Émile Temime, *France terre d'immigration*, Découvertes Gallimard, 1999.

5. Gérard Noiriel, *Le Creuset français*, Seuil, 1998.

6. Nicolas Bancel, Pascal Blanchard et Laurent Gervereau, *Images et Colonies*, BDIC-ACHAC 1993 ; Éric Deroo, *Aux colonies, Aux Presses de la Cité*, 1992 ; Pascal Blanchard et Nicolas Bancel, *De l'indigène à l'immigré*, Découvertes Gallimard, 1998/2002.

7. *La Révolution française et le monde arabo-musulman*, actes du colloque international organisé à Tunis du 9 au 11 novembre 1989, Société tunisienne d'étude du XVIII^e siècle, Alif, les Éditions de la Méditerranée, 1991 ; Daniel Panzac (sous la dir.), « Les Arabes, les Turcs et la

Révolution française », *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, n° 52-53, Édisud, 1989.

8. *La Révolution française et l'Orient*, Mouvement culturel Antélias et Éditions Cariscript, 1989.

9. Laure Murat et Nicolas Weill, *L'Expédition d'Égypte*, Découvertes Gallimard, 1998.

10. Jacques Frémaux, *La France et l'Islam depuis 1789*, Hachette, 1989.

11. Marie-Jeanne Dumont, *Paris Arabesques*, photographies de Rodolphe Hammadi, Éric Kœhler, Institut du monde arabe et Caisse nationale des monuments historiques et des sites, 1988.

12. Anouar Louca, *Voyageurs et écrivains égyptiens en France au XIX^e siècle*, Didier, 1970 ; Rif'at at-Tahtawî, *L'Or de Paris, relation de voyage, 1826-1831*, traduit de l'arabe et présenté par Anouar Louca, La Bibliothèque arabe et Sindbad, 1988.

13. Association Génériques, *France des étrangers France des Libertés. Presse et mémoire*, Éditions Mémoire-Génériques et Éditions Ouvrières, 1990.

14. Henry Laurens, *L'Orient Arabe. Arabisme et islamisme de 1798 à 1945*, Armand Colin, 2000.

15. *Une ambassade marocaine chez Louis-Philippe. Rihlah al-faqîh Assaffâr ilâ Bârîz, 1845-1846*, traduit et présenté par Boussif Ouasti, Paris Méditerranée et Eddif, 2002 ; Ahmed Abdesselem, *Les Historiens tunisiens des XVII^e, XVIII^e et XIX^e siècles. Essai d'histoire culturelle*, Librairie Klincksieck, 1973.

16. Bruno Étienne, *Abdelkader*, Hachette, 1994.

17. Guy Pervillé, *Les étudiants algériens de l'Université française, 1880-1962 : populisme et nationalisme chez les étudiants et intellectuels musulmans algériens de formation française*, CNRS, 1984 ; Nourredine Sraïeb, *Le Collège Sadiki de Tunis, 1875-1956. Enseignement et histoire*, CNRS Éditions, 1995.

18. Homa Pakdaman, *Djamal-ed-Din Assad Abadi dit Afghani*, Maisonneuve et Larose, 1969.

19. Sylviane Leprun, *Le Théâtre des colonies*, L'Harmattan, 1986.

20. Nicolas Bancel, Pascal Blanchard, Gilles Boëtsch, Éric Deroo et Sandrine Lemaire (sous la dir.), *Zoos humains, de la vénus hottentote aux reality shows*, La Découverte, 2002.
21. Jean-Pierre Biondi, *Les Anti-colonialistes (1881-1962)*, Robert Laffont, 1992 ; Gilles Manceron, *Marianne et les colonies*, La Découverte, 2003.
22. Général Clément-Grandcourt, *Nos indigènes nord-africains dans l'armée nouvelle*, Berger-Levrault, 1962.
23. Pascal Le Pautremat, *La Politique musulmane de la France au XX^e siècle*, Maisonneuve et Larose, 2003.
24. Jacques Simon, *L'Immigration algérienne en France des origines à l'Indépendance*, Paris-Méditerranée, 2000.
25. Ralph Schor, *L'Opinion française et les étrangers en France (1919-1939)*, Publications de la Sorbonne, 1985 et *Histoire de l'immigration en France de la fin du XIX^e à nos jours*, Armand Colin, 1996.
26. Alain Ruscio, *Le Credo de l'homme blanc*, Éditions Complexe, 1995.
27. Alain Ruscio, *Que la France était belle au temps des colonies. Anthologie des chansons coloniales et exotiques françaises*, Maisonneuve et Larose, 2001.
28. Benjamin Stora, Messali Hadj (1898-1974). *Pionnier du nationalisme algérien*, L'Harmattan, 1985.
29. Ahmed Koulakssis et Gilbert Meynier, *L'Émir Khaled. Premier za'ïm ? Identité algérienne et colonialisme français*, L'Harmattan, 1987.
30. Alain Boyer, *L'Institut Musulman de Paris*, CHEAM, 1992.
31. Clifford Rosenberg, *Republican Surveillance : Immigration, Citizenship, and the Police in Interwar Paris*, Princeton University, 2000.
32. Claude Liauzu, *Aux origines des tiersmondismes. Colonisés et anticolonialistes en France entre les deux guerres*, L'Harmattan, 1982.
33. Catherine Hodeir et Michel Pierre, *L'Exposition coloniale*, Éditions Complexe, 1991.
34. Ahmed et Mohamed Elhabib Hachelaf, *Anthologie de la musique arabe (1906-1960)*, Publisud, 1993 ; Nadya Bouzar-Kasbadji, *L'Émergence artistique algérienne au XX^e siècle*, Office des publications universitaires, 1988.

35. Mohamed Amar, *Nés pour courir*, 1944-1958, PVG éditions, 1987.
36. Sarah Wilson, *Paris, capitale des arts, 1906-1968*, Hazan, 2002.
37. Mahieddine Bachetarzi, *Mémoires* (3 tomes), SNED, 1968.
38. Danielle Baglione et Albert Dichy, *Georges Schéhadé, poète des deux rives*, IMEC-Dar An-Nahar, 1999 ; Armand Guibert, *Jean Amrouche, 1906-1962, par un témoin de sa vie*, G. Lachurié, 1986 ; *Les amis des archives de Marseille, Jean Amrouche, l'éternel Jughurta*, actes du colloque des Rencontres méditerranéennes de Provence, 17-19 octobre 1985, Éditions du Quai-Jeanne Laffitte, 1987.
39. David Assouline et Mehdi Lallaoui, *Un siècle d'immigration en France* (3 volumes), Syros, 1996
40. Gilbert Meynier, *Histoire intérieure du FLN, 1954-1962*, Fayard, 2003.
41. Benjamin Stora, Zakya Daoud, Ferhat Abbas, *une utopie algérienne*, Denoël, 1995.
42. Habib Bourguiba, *Ma vie, mon œuvre. 1929-1933*, textes réunis et commentés par Mohamed Sayah, Plon, 1985 ; Mohamed Hassan Ouazzani, *Combats d'un nationaliste marocain* (2 tomes), Fondation Mohamed Hassan Ouazzani, 1987.
43. Georges Mauco, *Les Étrangers en France. Leur rôle dans l'activité économique*, Armand Colin, 1932.
44. Belkacem Recham, *Les Musulmans algériens dans l'armée française (1919-1945)*, L'Harmattan, 1996.
45. Abdelmalek Sayad, *Un Nanterre algérien, terre de bidonvilles, Autrement*, 1995.
46. Jean-Luc Einaudi, *La Bataille de Paris, 17 octobre 1961*, Seuil, 1991 et *Octobre 1961. Un massacre à Paris*, Fayard, 2001 ; Leïla Sebbar, *La Seine était rouge*, Thierry Magnier, 1990 ; Anne Tristan, *Le Silence du fleuve*, Syros, 1991.
47. Paulette Péju, *Des harkis à Paris*, Maspéro, 1961, rééd. La Découverte, 2000.
48. Émile Temime, « La politique française à l'égard de l'immigration algérienne : le poids de la colonisation », *Le Mouvement social*, 1999 ; Neil Mac Master, *Colonial Migrants and Racisme : Algerians in France, 1900-1962*, St-Martin's, 1997 ; Alexis Spire, *Sociologie historique des pratiques administratives à l'égard des étrangers en France (1945-1975)*, thèse de doctorat de sociologie (Nantes), 2003.

49. Laurent Gervereau, Jean-Pierre Rioux et Benjamin Stora, *La France en Guerre d'Algérie*, BDIC, 1992.
50. Nicolas Bancel, Daniel Denis et Youssef Fates, *De l'Indochine à l'Algérie. La jeunesse en mouvements des deux côtés du miroir colonial*, La Découverte, 2003.
51. Youssef Nacib, *Slimane Azem, le poète*, Éditions Zyriab, 2002.
52. Tassadit Yacine, *Chérif Kheddam ou l'amour de l'art*, La Découverte/ Awal, 1995 ; Mhenna Mahfoufi, *Chants kabyles de la guerre d'indépendance, Algérie 1954-1962*, Séguier, 2002.
53. Olivier Corpet et Albert Dichy, *Kateb Yacine, éclats de mémoire*, IMEC, 1994.
54. Nicolas Beau, *Paris, capitale arabe*, Seuil, 1995.
55. Patrick Weil, *La France et ses étrangers. L'aventure d'une politique d'immigration, 1938-1991*, Calmann-Lévy, 1991 ; Vincent Viet, *La France immigrée. Construction d'une politique, 1914-1997*, Fayard, 1998.
56. Elkbir Atouf, *Les Marocains en France de 1910 à 1965. L'histoire d'une immigration programmée*, thèse de doctorat (Perpignan), 2002.
57. François Zabbal, *Qantara*, hiver 1997-1998, op. cit.
58. Bouzid Kara, *La Marche*, Sindbad, 1984.
59. Aïcha Benaïssa, *Née en France*, Payot, 1990.
60. Philippe Dewitte (sous la dir.), *Immigration et intégration. L'état des savoirs*, La Découverte, 1999.
61. Alec C. Hargreaves, *Voices from the North African Imigrant Community in France : Immigration and Identity in Beur Fiction*, Berg, 1991.
62. Adil Jazouli, *Les Années banlieue*, Le Seuil, 1992 et *Une saison en banlieue*, Plon, 1995.
63. Patrick Weil, *Qu'est-ce qu'un Français ? Histoire de la nationalité française depuis la Révolution*, Grasset, 2002.
64. Gilles Keppel, *Les Banlieues de l'islam, naissance d'une religion en France*, Seuil, 1987 ; Soheib Bencheikh, *Marianne et le Prophète, l'islam dans la France laïque*, Grasset, 1998.

65. Jeanne-Hélène Kaltenbach et Michèle Tribalat, *La République et l'Islam. Entre crainte et aveuglement*, Gallimard, 2002.
66. Yvan Gastaut, *L'Immigration et l'opinion en France sous la Ve République*, Le Seuil, 2000.
67. Samir Kassir et Farouk Mardam Bey, *Itinéraires de Paris à Jérusalem, Les livres de la Revue d'études palestiniennes, tome II*, 1993.
68. Laurent Gervereau, Pierre Milza et Émile Temime, *Toute la France, Histoire de l'immigration en France au XX^e siècle*, BDIC, Éditions Samogy, 1998.
69. « Arts du Maghreb, Artistes de France », *Hommes et Migrations*, n°1170, novembre 1993.
70. Michel Laronde, *Autour du roman beur : immigration et identité*, L'Harmattan, 1993 ; Christiane Chaulet-Achour, *Anthologie de la littérature algérienne de langue française. Histoire littéraire et anthologie (1834-1987)*, Bordas/ OPU, 1990.
71. Enquête sur l'opinion des Français à l'égard des Arabes en France, *Le Nouvel Observateur*, décembre 1997.
72. Abdelkebir Khatibi, *Le Corps oriental*, Hazan, 2000.